



QUEL TRAVAIL SOCIAL POUR DEVELOPPER

UNE ECONOMIE DE L'ENTRAIDE A ROUBAIX ?

Journée d'étude vendredi 8 décembre à l'ENPJJ

avec la participation de Jean Louis Laville

co-auteur avec Anne Salmon de

« Pour un travail social indiscipliné – Participation des citoyens et révolution des savoirs »

PROGRAMME

9h Accueil à Baraka-tiers lieu de la transition, 20 rue Sébastopol

9h15 Présentation de l'organisation de la journée

9h30 Visite de terrain : l'entraide au Trichon où en est-on ?

Au choix 3 « coopératives d'entraide » présentées dans la ferme du Trichon en 30' :

-Le collectif entraide et habitat avec Zoé Lasmarie (designer – animatrice - prestataire UPC)

-Le collectif des paysans urbains du Trichon avec Juliette Lamy (éducatrice spécialisée-animatrice salariée Paysans urbains)

-Le collectif El'cagette avec Cécile Druant (assistante sociale – formatrice IRTS-administratrice El'cagette)

10h15 Lecture à voix haute entraide et travail social (amphi ENPJJ)

collectif des gueules ouvertes

10h30 Proposition pour une recherche-action entraide et travail social

avec Vincent Boutry (animateur social-permanent UPC)

11h00 Ateliers entre pairs (travailleurs sociaux- prescripteurs du travail social-habitants) :

critique (en positif et en négatif) de la proposition de recherche-action UPC

12h30 Repas à l'ENPJJ ou Baraka (sur réservation)

13h30 Mise en commun des ateliers entre pairs

**14h00 Conférence « Pour un travail social indiscipliné »
avec Jean Louis Laville**

15h30 Pose

15h40 Ateliers mélangés : approfondissement des questions posées par la recherche-action.

16h15 Synthèse des ateliers

16h30 Dans quel cadre mener cette recherche-action ?
avec Cécile Druant IRTS

17h00 Clôture de la journée

Inscription avec le lien suivant : <https://forms.gle/sA77jEZBo2fpFAbU6>

Contact : upcroubaix@gmail.com ou 0689335312

Proposition pour une recherche action

QUEL TRAVAIL SOCIAL POUR DEVELOPPER

UNE ECONOMIE DE L'ENTRAIDE A ROUBAIX ?

Comment relier la question sociale et écologique ?

A travers l'impulsion d'un mouvement d'initiatives citoyennes « Roubaix en transition », l'UPC (Université Populaire et Citoyenne) cherche à recomposer la question sociale avec la question écologique à partir des quartiers de la ville vers une économie de l'entraide pour au moins deux raisons :

- parce que la lutte contre les inégalités et les discriminations reste fondamentale mais est à ré-instruire en prenant la mesure de la finitude et la fragilité de notre biosphère en nous imposant un principe de sobriété dans de nouveaux modes de vie à inventer et à promouvoir collectivement ;
- parce que la transition écologique repose de plus en plus sur nos capacités à anticiper l'adaptation (la résilience) de nos territoires et de nos populations face à des situations de pénuries voire d'effondrement plus que probables liés aux conséquences du dérèglement climatique et de la 6^{ème} extinction des espèces.

Le déni de notre situation écologique malgré les alertes permanentes des scientifiques et des instances internationales est encore largement présent dans notre Société comme dans nos quartiers. Face aux incertitudes et à la faiblesse de récits d'une sobriété heureuse, nous arbitrons nos choix de vie encore trop souvent pour le maintien de l'existant, nous en remettant à l'idéologie du « progrès » et de la « technologie ».

Ouvrir une recherche-action pour des actions collectives

L'UPC, en association avec d'autres l'IRTS, l'ISH, l'APIESS propose aux structures sociales présentes à Roubaix de s'associer pour engager ensemble un travail de recherche-action visant à analyser les expériences en cours et expérimenter de nouvelles actions collectives pour une économie de l'entraide comme principal facteur de cohésion sociale nécessaire à l'adaptation face aux pénuries et à la montée de la violence.

L'UPC a organisé à Roubaix, les 19 et 20 septembre 2022, un premier forum social local intitulé « Pour une économie de l'entraide ». Ce forum a rassemblé 170 participants et a constitué un temps fort d'échanges et de réflexion collective pour élaborer une expertise citoyenne sur 5 points d'appui qui pourraient donner forme à une économie de l'entraide : le quartier, la démocratie, le travail, l'association, la laïcité.

<https://drive.google.com/file/d/1Lc401Q5PC-VJ5IkAVI6-Z0cvCCf5Ms0U/view?usp=sharing>

Nous avons fait le constat partagé que les notions de quartier et d'actions locales associatives se sont largement affaiblies au profit des notions de mobilité et de création d'entreprise. L'accompagnement social des populations est de plus en plus individualisé, notamment dans une relation de coaching vers l'emploi comme facteur ultime d'émancipation et de citoyenneté.

Valoriser l'entraide dans les activités des habitants

En dehors de ce cadre, les prises en charge des activités éducatives, culturelles, sportives, de santé-bien être, d'accès au logement des familles semblent de plus de plus en plus fragilisées. La non prise en compte suffisante des phénomènes de discriminations liées à l'origine met en échec les politiques d'insertion. Cumulé au vide de l'accompagnement social, la place est prise dans les quartiers par la montée d'une économie informelle, communautaire, parfois liée à des activités de trafics illégaux. Si l'on peut voir dans ces activités une partie d'entraide et de solidarité, on y trouve aussi la reproduction de modèles de domination, de violences notamment intrafamiliales. Face à l'absence d'une politique sociale forte s'est substituée le recours à un arsenal répressif et policier de plus en plus conséquent au risque d'aggraver encore la « fracture sociale ».

Inventer de nouvelles médiations

Malgré ou à cause de ce contexte social et écologique défavorable, il est devenu urgent de tenter d'agir dans les interstices de nos organisations pour obtenir des espaces d'expérimentations qui puissent donner à voir des dynamiques sociales fondées sur l'entraide et peut-être préparer de nouvelles politiques publiques. Le travail social parce qu'il est fondé sur le lien, l'émancipation par le collectif, l'éducation populaire, peut jouer un rôle majeur dans l'élaboration de nouvelles médiations dans les quartiers vers une économie de l'entraide. Il peut s'appuyer sur les injonctions constantes des politiques publiques à la participation des habitants et à l'initiative citoyenne.

Dans la perspective d'un 2^e forum social local en septembre 2024, nous proposons une journée d'étude le vendredi 8 décembre à l'ENPJJ en mettant en discussion cette proposition de recherche-action articulant travail social et économie de l'entraide. Des témoignages, des ateliers, une conférence inspirante avec Jean Louis Laville (chercheur au CNAM, théoricien de l'ESS et co-auteur avec Anne Salmon d'un ouvrage intitulé « pour un travail social indiscipliné – Participation des citoyens et révolution des savoirs ») nous aiderons à conforter notre recherche-action et à susciter la création d'un collectif de travailleurs sociaux.

Éléments de méthode

Sur la base de cette première journée d'étude, nous constituerons un collectif de recherche-action pour une période de 3 ans, associant des travailleurs sociaux, des chercheurs-formateurs volontaires et détachés par leurs structures.

Nous proposons que ce collectif se réunisse (par exemple) une fois par trimestre en séminaire d'une journée avec comme principe général que chacun partage avec les autres pairs l'évolution de son action collective dans son quartier en vue d'y intégrer des améliorations. Quel diagnostic global et local partagé pour quelle action collective dans le quartier? Quelle articulation entre les notions de territoire (quartier) et de public ? Quelles postures professionnelles pour favoriser l'expression et l'émancipation collective des habitants ? Quelles négociations possibles avec les commandes institutionnelles ? Le collectif de recherche-action déterminera ses besoins d'apports extérieurs pour monter en qualification sur des sujets spécifiques et pourra monter ses événements propres.

L'IRTS Hauts de France par son projet associatif et d'établissement s'inscrit « dans une dynamique de développement durable et éco citoyenne ». Désormais au centre de ses priorités, l'IRTS s'engage à la traduire par des engagements concrets conjuguant enjeux sociaux et écologiques dans les comportements et les formations. Soutenue par sa direction sur le site métropole Lilloise, la transition sociale et écologique est, à l'initiative de formateurs et d'étudiants, un objet de formation transversal aux formations d'éducateurs spécialisés et d'assistant de service social.

Plus que de la sensibilisation, avec les étudiants de ces formations nous examinons les causes et conséquences des effondrements en cours du fait du dérèglement climatique et leurs retentissements sur les questions sociales qui traversent le travail social. Au cours des modules Territoire et développement social, Lutte contre les Exclusions, Santé mentale, Immigration, Santé publique, nous enseignons le dérèglement climatique et ses conséquences sur ces thématiques, afin de mettre en évidence les crises en cours et soulever les nouveaux enjeux pour le travail social. Il s'agit aussi de mettre la lumière sur des initiatives inspirantes qui relèvent ces enjeux.

La crise climatique redessine le rôle du travailleur social confronté quotidiennement aux publics les plus précaires et donc les plus impactés par les crises et les inégalités. Nous avons à regarder comment Le travail social dans sa capacité à mobiliser, est aux côtés de ces publics pour les soutenir dans l'émergence et la mise en œuvre avec d'autres publics d'initiatives qui concourent à recomposer un monde attractif pour tous sans détruire le vivant.

L'initiative de la recherche action de l'UPC nous offre l'opportunité de construire un collectif de professionnels du travail social et de chercheurs-formateurs en travail social pour penser le travail social dans sa capacité à faire face aux crises et être acteur du développement d'une économie de l'entraide comme réponse à la crise climatique.

Cécile DRUANT, cadre pédagogique IRTS Hauts de France, Site Métropole Lilloise



Le Master Développement local et économie solidaire de l'Université Polytechnique Hauts-de-France (à Valenciennes)

Créé en 1995, l'objectif de ce Master est de former des professionnels qui participent au développement de l'économie solidaire par : la création d'entreprises et d'initiatives solidaires, la direction et l'encadrement de ces entreprises, leur accompagnement dans une perspective de développement local au sein de collectivités ou de regroupements professionnels. Les diplômés sont en capacité d'imaginer au niveau local, les initiatives, stratégies nouvelles et pratiques économiques susceptibles de favoriser la création d'emplois, la cohésion sociale et la démocratie économique en s'appuyant sur l'expérience et la compétence de l'ensemble des partenaires de l'économie sociale et solidaire (ESS).

La recherche proposée par l'UPC intéresse donc les étudiants de ce master à plusieurs niveaux. Elle permet de prendre en compte les dimensions écologiques de plus en plus présente dans les préoccupations et alternance des étudiants. En s'intéressant à l'entraide, elle permet également de réinvestir la dimension réciproitaire centrale dans l'émergence des initiatives solidaires et souvent questionnée sur la possibilité à perdurer dans le temps.

Cette recherche questionne aussi les articulations possibles entre activité, travail et emploi. L'entraide est au cœur d'une économie de substance quand le marché et la redistribution sont défaillants dans leur réponse aux besoins sociaux, et mérite à ce titre d'être valorisée. Toutefois, il est nécessaire s'interroger sur les risques d'enfermement des populations les plus précaires dans une « économie de la débrouille » quand il n'apparaît plus possible de changer les règles du marché et de l'Etat.

Laurent Gardin, maître de conférences en sociologie, responsable du M2 DLES



L'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix

Fondée en 2004, l'UPC organise des paroles citoyennes à l'échelle de la ville de Roubaix, en mobilisant des collectifs de recherche-action qui, à partir d'un diagnostic partagé sur une politique publique locale, organisent des cycles d'échanges de savoirs sous de multiples formats de rencontres qui débouchent sur des propositions d'améliorations des politiques publiques et des expérimentations. L'UPC a dressé des expertises citoyennes sur différents sujets : le travail et l'insertion, le racisme et les discriminations, l'écologie urbaine à l'Union puis au Trichon, la santé citoyenne, la rénovation urbaine au Pile, l'alimentation saine et durable, l'habitat et l'habiter au Trichon. Depuis 2014, elle a initié le mouvement Roubaix en transition qui débouche sur la proposition d'une économie de l'entraide comme facteur d'adaptation face à l'effondrement écologique et social en cours. Elle a initié au Trichon des expérimentations collectives telles Baraka-tiers lieu de la transition, le Collectif des paysans urbains du Trichon, le collectif El'cagette groupement d'achats circuits courts, HELP (Habitat Ecoologique Léger Partagé). Elle organise aussi un forum social local, l'évènement « un printemps pour la transition », des marches climat.

Vincent Boutry, animateur socio-politique UPC